vail obligatoire, ou de déterminer le genre d'occupation que chacun doit embrasser, afin d'arriver à la fortune. L'homme demeure toujours en possession de son droit naturel de travailler quand il veut, où il veut et pour qui il veut. Figurez-vous un peu la binette que ferait un de nos bons américains prenant ses aises sur une place publique, en se voyant aborder par l'homme aux boutons de cuivre lui enjoignant d'aller rendre compte de l'emploi de son temps au Chef de police! L'écricain crierait à la tyrannie! Et l'on aurait raison.

A quoi donc se réduit, sous ce rapport, la sphère de l'action de l'autorité publique, en vue de l'intérêt général?—A des mesures d'une portée générale et publique comme la protection de l'industrie et du commerce, l'encouragement de l'agriculture, l'amélioration des conditions de la classe ouvrière, et autres mesures de ce genre, tendant à faciliter le travail pour l'écoulement de la richesse nationale au sein de la masse du peuple. Mais elle ne doit pas descendre sur le terrain de la liberté individuelle et se faire le "contre-maître obligatoire" du citoyen. Il est ici sur son terrain réservé; et, tout envahisseur, il a le droit de dire avec toute la fierté que donne le sentiment de la liberté: "halte-là."

L'intérêt commun demande encore, sans doute, que les citoyens soient autant que possible des hommes forts et robustes, afin de former une nation puissante, vigoureuse et capable de faire valoir ses droits. Mais cela ne donne pas au Pouvoir Public le droit d'entrer dans le foyer domestique, de voir à la nourriture des enfants, de se constituer le marmiton de la famille.

Le chef de famille serait en plein droit de lui dire: "Sortez de ma cuisine. Je suis maître